

« Une organisation criminelle »

Une page sombre de la diplomatie allemande

Gérard Foussier*

» Fin octobre 2010 : la librairie du ministère des Affaires étrangères à Berlin expose un épais ouvrage sur le passé de la diplomatie allemande. Quelques heures plus tard, la présentation du livre au grand public confirme qu'il ne s'agit pas d'une évocation élogieuse du ministère, mais bien d'une étude critique sur les fonctionnaires et leurs rapports avec le national-socialisme.

Braune Vergangenheit im Auswärtigen Amt

Das Auswärtige Amt war zwischen 1933 und 1945 kein Hort des Widerstands.

Außenminister Joschka Fischer bat 2005, vier unabhängige Historiker aus Deutschland, Amerika und Israel zu recherchieren, um das Verhalten der Diplomaten im Nazi-Deutschland – und nach dem Krieg – zu beschreiben. Das Buch räumt mit alten Legenden auf und korrigiert das Geschichtsbild des Amtes. Red.



année-là au ministre pour dénoncer la nécrologie publiée dans ce journal (réservé aux collaborateurs du ministère) après le décès de Franz Nüßlein, ancien consul général à Barcelone (1962-1974) apprécié de ses collègues, mais aussi ancien procureur général du Reich qui avait participé à la condamnation à mort de 900 personnes à Prague et donc ancien criminel de guerre. La lettre de protestation avait été interceptée par une bureaucratie trop zélée. Mais Marga Henseler, qui avait été elle-même détenue par la *Gestapo* à Bruxelles, avait relancé sa doléance en s'adressant directement à la chancellerie, laquelle avait finalement fait suivre à Joschka Fischer. L'interdiction imposée alors par le ministre avait vite fait débat. Plusieurs diplomates, en service ou retraités, avaient condamné cette pratique, lorsque l'un des leurs, Franz Krapf, ancien membre des SS, n'avait pas eu droit aux éloges funèbres de ses collègues.

Pour mettre fin au débat et aux allégations, Joschka Fischer, alors principal représentant des Verts, avait demandé en 2005 qu'une commission indépendante d'historiens fasse la lumière sur le rôle joué par les services du ministère de 1933 à 1945. La réponse tient en 880 pages (dont 160 pages de notes et de références) et est pour le moins sans appel : « *Le ministère était une organisation criminelle* », clame l'historien Eckhart Conze (université de Marburg) à l'issue d'un vaste travail de recherche mené dans les archives de 32

L'affaire remonte à 2003, lorsque Joschka Fischer, alors chef de la diplomatie allemande dans le gouvernement de Gerhard Schröder, avait refusé que soit publié désormais dans le journal interne du ministère l'éloge funèbre de fonctionnaires qui avaient été membres du parti nazi (NSDAP) ou d'autres institutions du national-socialisme (SA, SS) pendant le Troisième Reich. C'est une ancienne traductrice, Marga Henseler, qui avait écrit cette

* Gérard Foussier est rédacteur en chef de *Dokumente/Documents* et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.).

pays. Plus de 60 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale un ancien ministre né après la guerre (1948) s'interroge sur le passé, lui qui avait demandé qu'on lui accorde une seconde chance, lorsque la presse conservatrice avait dénoncé son action de manifestant à Francfort en 1968.

Plus de quatre fonctionnaires sur dix

Les quatre historiens, deux Allemands ainsi que le professeur israélien Moshe Zimmermann de l'université de Jérusalem et le professeur américain Peter Hayes d'Evanston dans l'Illinois, sont parvenus à une douloureuse conclusion qui a l'avantage de la clarté, même si la vérité n'est pas vraiment agréable à entendre. Car, toujours selon la commission, plus de quatre fonctionnaires sur dix, en service en 1950 et 1951, notamment à des postes de diplomates à l'étranger, avaient un passé nazi.

Sans détours, les auteurs de l'enquête écrite et publiée pour un large public font fi de tout tabou, ce qui a conduit Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre social-démocrate des Affaires étrangères (2005-2009), à dénoncer publiquement la désinvolture de son lointain prédécesseur Willy Brandt (1966-1969, avant de devenir chancelier), éminente figure de la résistance au national-socialisme et Prix Nobel de la paix, qui avait fermé les yeux sur le passé de ses diplomates. Dans le même temps, des diplomates qui avaient refusé d'adhérer au NSDAP, comme Fritz Kolbe (1900-1971), n'ont pu réintégrer le réseau du ministère des Affaires étrangères. Il sera réhabilité à titre posthume par Joschka Fischer en 2004 après la parution d'une biographie (*Un espion au cœur du troisième Reich*, chez Denoël) réalisée par le journaliste français Lucas Delattre, ancien correspondant du *Monde* à Berlin.

Les historiens citent également le soutien de quelques médias influents, du *Spiegel* à *Die Zeit*, soucieux de toute évidence de déculpabiliser une certaine haute bourgeoisie conservatrice et de l'identifier plus ou moins à la résistance du 20 juillet 1944 (attentat de Stauffenberg contre Hitler). Le propos est encore plus sévère envers la famille von Weizsäcker. Pas moins de sept membres de la famille sont cités dans l'ouvrage, certaines conclusions ont suscité un démenti vigoureux de Richard

von Weizsäcker, ancien président de la République (1984-1994). Ernst, le père de Richard, avait été secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères pendant le Troisième Reich (il démissionna en 1943) et condamné en 1949 lors du procès de Nuremberg à cinq ans de détention pour avoir participé activement à la déportation de juifs français à Auschwitz. Il avait assuré pour sa défense que la politique anti-juive n'était le fait que d'un petit déparlement du ministère, le *Judenreferat*. Le travail de la commission aura rectifié cette affirmation en ajoutant au dossier une lettre de 1936, jusqu'ici inconnue, dans laquelle Ernst von Weizsäcker, alors fonctionnaire à l'ambassade d'Allemagne en Suisse, demandait que l'écrivain Thomas Mann soit déchu de sa nationalité.

Le rôle des diplomates allemands en France à partir de 1940, en particulier celui de l'ambassadeur Otto Abetz dans la déportation de juifs dans les camps de concentration et dans l'organisation du Service du Travail Obligatoire (STO), est décrit sur dix pages. Les tentatives du diplomate de réduire les exécutions et les déportations en France ne concernaient que la population non-juive et elles échouèrent face au refus du gouvernement du Reich et au manque de soutien du ministère des Affaires étrangères de Berlin.

L'épais ouvrage, remis officiellement à l'actuel ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, et présenté à la presse par Frank-Walter Steinmeier et Joschka Fischer, n'évoque pas que des personnalités coupables de silence, on y trouve aussi les preuves de la culpabilité de nombreux fonctionnaires, du plus haut placé jusqu'au plus humble des comptables du ministère, comme le prouve cette note de frais justifiant par exemple un déplacement en Serbie par cette phrase terrible : « *Liquidation de juifs à Belgrade* ». Pire : de tous les coins de la planète, des diplomates allemands formulaient à l'adresse de Berlin des propositions « *pour mieux résoudre le problème juif* ».

Eckart Conze, Norbert Frei, Peter Hayes, Moshe Zimmermann, *Das Amt und die Vergangenheit – Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik*. Karl Blessing, Munich 2010, 880 pages.